



LE PASSÉ, ENTRE OBSESSION ET OUBLI

PAR

M. Georges-Henri SOUTOU

Délégué de l'Académie des sciences morales & politiques

Le sentiment du passé est le propre de l'homme. Mais cette dimension anthropologique essentielle, du récit de la Genèse aux passions mémorielles de notre temps, se situe entre deux pôles contradictoires : d'un côté l'obsession, de l'autre l'oubli, que celui-ci soit provoqué par l'usure du temps, par l'évolution culturelle ou sociale, ou par la volonté idéologique (« du passé faisons table rase »). Mais l'oubli débouche parfois sur une résurgence inattendue, sur une revanche du passé, qui suscite souvent l'exacerbation de la mémoire par la suite.

Qu'est-ce que le passé ?

Le passé, c'est à la fois une suite d'événements singuliers, et un ensemble de structures qui progressivement se construisent. Les historiens distinguent entre le temps court (les circonstances politiques, les crises de toute nature) et le temps long (les phénomènes religieux, culturels, sociaux, économiques, qui se déroulent sur des siècles voire des millénaires). Une structure ne débouche pas forcément sur un événement. En revanche, à certaines bifurcations historiques, un événement peut engager l'avenir à long terme et cristalliser une nouvelle structure. « On aura les conséquences », disait Jacques Bainville à propos du traité de Versailles.

Les fameuses « leçons du passé » ne nous disent rien sur les événements susceptibles de se produire. En revanche, elles nous éclairent beaucoup sur les structures à long terme, dont il faut tenir compte pour l'action, dans tous les domaines.

Le passé passe-t-il ?

Pour l'Antiquité, il existait un continuum, du passé légendaire épique au présent. À un âge d'or légendaire succédait un présent, mais un présent stable, dont on n'envisageait pas la fin. Donc il s'agissait là d'un passé devenu une sorte de présent permanent, ou redevenu présent dans un éternel retour, et qui ne passait pas vraiment.

Les religions révélées en revanche, et en particulier le christianisme, introduisent un futur, une direction de l'histoire, un vecteur : la Création, la Chute, le Messie, son retour et l'avènement du Royaume de Dieu, qui abolit le passé dans l'éternité. Relisez à ce sujet les pages d'Henri Marrou ou de Paul Ricoeur sur la notion toute nouvelle du temps et du passé apportée par le christianisme.

L'Ancien Régime européen est schizophrène : sur le plan religieux, il adhère évidemment à ce que je viens de dire. En revanche, sur le plan de la cité terrestre (dans le sens de saint Augustin) le passé est pour lui la source de toute légitimité politique, de toute norme juridique ou sociale, et donc il ne passe pas vraiment.

Pour les Modernes, le passé passe, l'humanité suit une direction, mais sécularisée, dans le sens où Raymond Aron parlait des « religions séculières ». Il existe une eschatologie des idéologies modernes, mais avec une ambiguïté fondamentale. On veut rompre avec le présent et le passé proche, pour rejoindre un futur lumineux, mais en même temps on pense revenir à un passé plus ancien, une sorte d'Âge d'or. C'est le mot même de Révolution qui est ambigu : il signifie rupture, mais aussi cycle, retour à l'état de choses ancien.

La Révolution française proclame un retour rousseauiste à l'état de nature, par-dessus l'obscurantisme du Moyen Âge. C'est pourquoi elle prétend s'inspirer de Rome, jusque dans ses cérémonies, jusqu'au titre de Premier consul. C'est rompre avec un passé récent, mais pour retrouver un passé plus ancien (bien sûr mythifié).

Pour Engels, la société « primitive » était « communiste », avec possession collective des terres. La lutte des classes n'a commencé qu'après sa dissolution. La société sans classes du futur, qu'il appelle de ses vœux, c'est donc aussi un retour à l'Âge d'or.

Selon la dialectique hégélienne, ou celle d'Auguste Comte, ou celle de Marx, l'humanité passe par des âges successifs. Mais chaque fois le passé est repris et transformé, il ne passe pas vraiment. Dans la même veine on trouve l'historicisme, un courant intellectuel fort répandu dans la seconde partie du XIX^e siècle : tout le présent s'explique par tout le passé. Si les XVIII^e et XIX^e siècles ont inventé l'histoire scientifique dans ce contexte philosophique, ce n'est pas par hasard. Finalement le passé ne passe pas si facilement que ça, même pour des révolutionnaires !

Le passé est rusé

Car le passé est rusé. Tocqueville, dans *l'Ancien Régime et la Révolution*, note la persistance de structures essentielles de la France monarchique au-delà des circonstances politiques et du discours, et il souligne même la réalisation par la Révolution et l'Empire de ce qui n'avait pas été achevé par la monarchie, comme la centralisation du pays. Et de fait Napoléon reprit de nombreuses institutions monarchiques, sous un nouveau nom. Quant à la Restauration, elle se garda bien de toucher aux préfets, ou au Code civil, qui lui-même reprenait en grande partie et codifiait les avancées juridiques du XVIII^e siècle... Quant à notre système fiscal, il manifeste une profonde et tranquille continuité depuis la mise en place au XVIII^e siècle de l'impôt du vingtième, dont Bonaparte Premier consul reprit tout simplement et à peu près tels quels l'organisation et le personnel d'avant la Révolution...

Marc Bloch disait que pour comprendre la France, il fallait vibrer aussi bien au récit du sacre de Reims qu'à celui de la fête de la Fédération. Le passé était pour lui repris dans le présent, avec une signification nouvelle, grâce à une continuité fondamentale, malgré les révolutions, n'empêchant pas un enrichissement et un approfondissement continus. Le discours proclame souvent la Révolution française comme une rupture radicale, donnant naissance d'un pays nouveau en 1789 ; comme souvent chez nous, la réalité est plus complexe.

L'Institut de France est un bon exemple de cette continuité, ou de cette ambiguïté, il y a toujours un peu des deux : il remonte à l'Institut national de

1795, mais certaines de nos Académies remontent bien plus haut, jusqu'à Richelieu. Comme disait Saint-Simon des origines des dynasties, ce sont des mystères qu'il ne faut pas chercher à pénétrer.

Une problématique similaire avait été bien étudiée pour le cas passionnant de l'URSS, prise entre le passé russe et le présent soviétique, d'une façon qu'il n'était pas toujours facile de décrypter. Cette problématique est une clé d'explication pour la Chine actuelle. Elle est aujourd'hui un enjeu essentiel pour ce pays comme d'ailleurs pour la Russie, ainsi que pour leurs relations avec le reste du monde. Dans les deux cas, le passé est-il définitivement passé, la Russie avec Lénine et la Chine avec Mao ont-elles changé d'univers ? Même la Russie postcommuniste n'est pas une restauration de la Russie d'avant 1917. On peut se demander si la chaîne des temps n'a pas été rompue. Les ruses du passé ne réussissent pas toujours.

Le passé est parfois dépassé, et même oublié

En effet le passé est parfois dépassé. Il vient un moment où le changement a été trop profond, il ne peut pas survivre ou réapparaître. L'Égypte des pharaons, le Moyen-Orient chrétien d'avant l'islamisation, sont des régions où le passé n'a pas seulement été dépassé, il a été éradiqué et purement et simplement oublié, sauf par des minorités ethniques ou religieuses, ou par les archéologues.

Le problème du rapport entre le passé et l'avenir

Cependant les hommes, à travers les civilisations, ont toujours fait la distinction entre le passé, même légendaire, et le présent. Le vrai problème me paraît être le rapport du présent au futur. Là, les conceptions sont très différentes : prévoit-on continuité et permanence, ou une évolution, ou la rupture ? Pour préparer l'avenir, faut-il rompre avec le passé, ou s'appuyer sur lui ? Réagira-t-on comme les lettrés romains, désespérés lors de la chute de l'empire d'Occident, ou comme l'Église, toujours prête à « passer aux barbares » ? Ou réagira-t-on comme nos contemporains

que je qualifierais de schumpétériens, disposés qu'ils sont à voir la reconstruction dans la destruction elle-même ? C'est la question politique, sociale, culturelle essentielle.

Mais une vraie compréhension du passé n'exige-t-elle pas un point de vue sur l'avenir, au moins la capacité de comprendre que celui-ci sera de toute façon différent et ne sera pas un retour en arrière ? Cependant, et c'est une difficulté supplémentaire, la vision qu'il a du passé en dit parfois plus sur la façon dont l'observateur imagine l'avenir que sur le passé lui-même...

Le paradoxe du passé

Ces questions nous orientent vers le paradoxe du passé. Le passé est passé, par définition, il ne reviendra pas, il est achevé. En même temps on sait bien que le passé ne disparaît pas : ses conséquences demeurent, ses traces se voient, des monuments aux traditions culturelles, nationales, familiales. Et il fait partie de l'âme individuelle ou collective. Ou alors il faut admettre, comme Renan, que l'homme moderne est « un orphelin mort intestat ». Sauf les tenants d'un individualisme extrême, personne ne trouvera cela convaincant ou satisfaisant.

Je vous propose deux voies pour tenter de résoudre ce paradoxe :

- a) Le passé est repris dans le présent, en même temps qu'il est constamment réinterprété, dans un processus dialectique permanent entre réalité et représentation.
- b) Regardons la science historique : en fait, elle n'est pas tant l'étude de la chronologie que celle des différences et des singularités.

Prenons Hérodote : certes, il a fondé le récit historique. Mais il fait bien plus : il étudie les différentes coutumes ou, comme on dirait aujourd'hui, les différentes cultures des peuples entrés en contact avec les Grecs et les Perses, dont il retrace chaque fois l'histoire singulière. Et il trouve cette diversité très bien et ne manifeste aucun complexe de supériorité, ni aucune tendance à opposer par principe Grecs et Barbares.

En fait, la perception de la différence peut faire prendre conscience du passé, ou du moins de la coexistence de rythmes d'évolution différents : on peut l'éprouver en sortant de la gare à Venise pour déboucher sur le Grand Canal, en se rendant dans une oasis du Mzab, en visitant le Musée national de Taïpeh... « Un voyage dans le passé », dit-on couramment d'une expérience de ce genre...

Le passé envisagé comme différence permet de comprendre comment le passé continue dans le présent : les différents peuples, et dans chaque société les différentes catégories, les différents groupes, les différents individus même, ne sont pas rendus au même stade, le passé ne passe pas partout et pour tous au même rythme. C'est en particulier là que la distinction entre structures et événements est essentielle.

D'autre part le passé ne donne pas lieu à une mémoire univoque. Les représentations divergentes, contrastées, voire opposées du passé national que peuvent avoir au sein d'un même pays des groupes politiques, sociaux, régionaux, ethniques différents dont les expériences sont différentes, dont les rythmes culturels ou psychologiques sont très variables, ou encore les mémoires antagonistes entre deux pays par rapport à leur histoire commune, tout cela en apporte l'illustration.

Si en outre on admet que l'humanité connaît depuis le XVI^e siècle une tension permanente entre mondialisation et particularismes, le passé et sa rémanence apportent un élément essentiel d'explication. On peut ainsi assumer ou dépasser le paradoxe du passé, si on le comprend aussi comme différence et comme représentation. Le passé des groupes et des individus est têtù, il faut des générations pour voir des populations changer de références culturelles ou de mœurs. L'oublier, au nom d'une conception abstraite de l'individu, c'est risquer bien des déboires, voire des explosions.

Oubli du passé ?

Car une autre façon aussi d'échapper au paradoxe et au poids du passé, c'est de l'oublier. Ou de s'en libérer. Ou de s'en débarrasser. Or la référence au passé, tout au moins comme facteur d'explication et d'orientation, est en net recul, dans le discours politique, dans les médias, dans les programmes d'enseignement,

encore plus peut-être dans les autres pays occidentaux qu'en France, d'ailleurs. Notre société occidentale actuelle n'innove-t-elle pas dans ce domaine ? Est-ce à cause d'un refus de principe de toutes les déterminations et de la volonté de s'en libérer ? Est-ce à cause du recul des grandes idéologies eschatologiques du XIX^e siècle, dont j'ai souligné le rapport étroit qu'elles entretenaient avec l'histoire ?

Mais justement, les sciences historiques aussi évoluent : l'histoire universitaire tend à se dissoudre dans l'ensemble des « sciences sociales », ou alors elle étudie le passé non plus comme une réalité et comme un facteur objectif d'explication du présent, mais avant tout du point de vue des représentations subjectives que s'en font nos contemporains. C'est la société actuelle qui devient en fait l'objet de la recherche des nouvelles sciences sociales, ce qui est une autre façon, sinon d'oublier, du moins de relativiser le passé.

Cependant l'oblitération du passé ne risque-t-elle pas de conduire à une perte de repères, à une dégradation de la culture, de la vie civique, à l'absence de projet collectif, à une politique de pure gestion ? Mais vous allez me dire que les Français se passionnent pour les Journées du Patrimoine, pour les émissions historiques, pour les livres d'histoire, pour l'histoire locale, malgré l'évolution de fond que je viens de souligner. Il y a trois explications possibles, qui peuvent d'ailleurs coexister : après tout, nombre de nos concitoyens ont sans doute une vision équilibrée, cultivée et sans problème particulier des liens entre leur passé, leur présent, leur avenir. Cependant les Français éprouvent peut-être aussi le besoin confus de renouer avec leurs racines, de retrouver des repères, en particulier dans une période de bouleversement des horizons, provoqué par la construction européenne, l'immigration et la mondialisation. Ils se tourneraient vers le passé pour reprendre pied dans le présent ?

Ou alors, troisième hypothèse, à mon sens plus inquiétante : leur curiosité pour l'Histoire se détache-t-elle de la notion d'un récit collectif et d'une réelle causalité historique : leur besoin de passé subsiste-t-il, mais sous la forme d'un sentiment vague, d'une effusion, d'une recherche de la proximité ou d'une sorte de folklore ? Devient-il un objet de consommation, comme d'autres formes de consommation culturelle ?

Les vengeances du passé : il ne se laisse pas oublier

Mais le passé se venge, il ne se laisse pas oublier. Ainsi les peuples des Balkans ou d'Europe centrale au XIX^e siècle, passés brutalement de l'oubli de leur passé à une véritable obsession historique. Quant au Moyen-Orient, ils nous en donnent aujourd'hui de nombreux et tristes exemples. Ainsi la France des années 1940-1944, un temps sinon occultée, du moins aseptisée, qui fit brutalement irruption dans la conscience nationale à partir des années 1970. Cette réalité d'expérience induit deux modes de réaction.

La réinterprétation et la reconstruction du passé

D'abord ces retours en force contribuent au phénomène de reconstruction du passé, de recomposition, d'appropriation. On le reconstruit en fonction de sa vision du présent et de son projet pour l'avenir. Cela a toujours existé, des récits légendaires flatteurs des cités grecques aux généalogies royales, ou, sous une forme caricaturale, en URSS, à chaque changement de ligne politique, ce qui avait conduit à la formule célèbre : « En URSS, il n'y a rien de plus difficile à prédire que le passé... »

Car tout est construction chez l'homme, le passé est donc constamment réinterprété, reconstruit. Cela vaut au niveau individuel comme au niveau collectif. Le discours politique repose sur une analyse du présent, un projet pour l'avenir, mais aussi sur une vision reconstruite du passé, tantôt sciemment, tantôt par un processus complexe de triage plus ou moins volontaire, de mémoire sélective, de réinterprétation. Ernest Lavisse, dans sa monumentale *Histoire de France*, fait magnifiquement œuvre d'historien, mais en même temps il construit un socle de conscience historique nationale pour la III^e République.

Mais aussi l'obsession du passé ?

Mais parfois aussi le passé occulté se venge, et revient jusqu'à l'obsession. Ce fut la génération des années 1960 en Allemagne à propos de la période nazie, quand les enfants demandaient à leurs parents quelle avait été leur attitude sous Hitler, ce furent les réactions en France à propos de Vichy dans les années 1970 et depuis. C'est la Yougoslavie d'après Tito. C'est la mémoire retrouvée des divers génocides, en Europe et ailleurs.

Ce phénomène est tout à fait compréhensible étant donné l'importance du passé pour l'âme humaine. Les peuples comme les individus ont droit à leur mémoire. En même temps des excès ou des dangers sont possibles. Il n'est pas souhaitable, ni pour les personnes ni pour les sociétés, de vivre dans le passé de façon obsessionnelle.

Cela pose en particulier le problème des lois mémorielles, qui se sont multipliées dans tout l'Occident depuis les années 1970. Elles relèvent des assemblées législatives et des pouvoirs politiques. On peut comprendre les motivations de leurs auteurs. Les historiens, même s'ils n'aiment guère la régulation de la pensée et la police du passé, ne sont pas fondés à s'opposer à ces lois au nom d'un quelconque corporatisme, car ils ne sont pas propriétaires du passé (en tant que citoyens ils restent évidemment libres de leur opinion à leur sujet). Mais ils ont le devoir de réaffirmer que ces lois ne doivent pas nuire à leur liberté de recherche et d'expression.

En fait le devoir des historiens, ce n'est pas tant le devoir de mémoire que le devoir d'explication. « Raconter comment les choses se sont réellement passées », disait Ranke. « La mémoire divise, l'histoire unit », comme dit Pierre Nora.

Danger de l'instrumentalisation du passé

En effet, le danger, c'est l'instrumentalisation du passé. Elle a toujours existé, pour justifier des revendications, du Patrimoine de Saint-Pierre et autres faux du

Moyen Âge aux étonnantes cartes ethnographiques fort contradictoires fournies par les différentes délégations à la conférence de la Paix de 1919. Ou pour disqualifier l'adversaire. On a connu les reconstructions biaisées du passé national auxquelles se sont livrés maints États depuis le XIX^e siècle, et encore plus les régimes totalitaires, de la Rome impériale revue par Mussolini à l'URSS de Staline ou à l'Europe de l'Est communiste.

Mais le risque d'instrumentalisation acquiert une qualité nouvelle, avec la tendance à la judicialisation de l'histoire, au niveau national mais aussi international, avec la revendication de réparation de méfaits historiques (restitution d'œuvres d'art, réparation de l'esclavage, indemnités de toute nature...).

La gestion du passé

Cela dit, le passé est certainement une chose trop sérieuse pour l'abandonner aux seuls historiens. Les responsables politiques s'en préoccupent, et veillent aux célébrations nationales ou collectives. Parfois il s'agit d'exorciser le passé, de le dépasser, pour permettre une œuvre de reconstruction politique, comme Louis XVIII en 1815 (« Union et oubli », proclamait-il) ou l'Espagne à la mort de Franco, ou encore la réconciliation franco-allemande.

Inversement on peut prendre à bras-le-corps un passé complexe, conflictuel, pour le gérer, pour lui donner un autre sens et permettre à une collectivité fragmentée de se réconcilier, de se retrouver : c'est l'exemple des grands musées d'histoire de Washington, où les différentes composantes de la population américaine trouvent leur place, ainsi que de l'instauration des *Black Studies* dans les universités américaines, ou du développement de la *Global History*, censée dégager l'histoire de l'impérialisme intellectuel d'un monde « blanc, mâle, et mort », selon la formule connue.

En Europe, de façon moins artificielle et intellectuellement plus satisfaisante pour l'historien, on assiste depuis une vingtaine d'années au développement de l'histoire comparée. Il s'agit de retrouver les éléments communs du passé européen derrière l'écran des historiographies nationales nées au XIX^e siècle avec les États-

nations modernes. Cela entraîne certaines conséquences dans l'enseignement, comme la multiplication en Europe de manuels d'histoire communs (en particulier le manuel franco-allemand).

Conclusion

Le passé est donc avant tout le lieu de la singularité, de la différence. Il passe, mais sur des rythmes différents selon les populations et les individus. Le passé n'est pas une contrainte univoque, mais un champ de forces. Ainsi compris, assimilé, dépassé de façon dialectique, en évitant aussi bien l'oubli que l'obsession, le souvenir et l'étude du passé permettent non seulement de mieux comprendre le présent, mais aussi de trouver ses repères pour l'avenir, d'innover, de surmonter le poids de l'Histoire, d'aider les hommes à vivre ensemble.

